

Commune de

JATXOU



PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal en date du 30 janvier 2014
Approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Annexes



Agence Publique de Gestion Locale - Service d'Urbanisme Intercommunal

Maison des Communes – rue Auguste Renoir -B.P.609-64006 PAU CEDEX

Téléphone 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47 – service.urbanisme@apgl64.fr

Table des matières

Annexes en application des articles R. 123-13 et R. 123-14 du code de l'urbanisme

Annexe 1 : Secteurs sauvegardés

Annexe 2 : Zone d'Aménagement Concerté

Annexe 3 : Zones de préemption (application de l'article L.142-1)

Annexe 4 : Droit de préemption

Annexe 5 : Périmètres d'application des permis de démolir

Annexe 6 : Périmètre de développement prioritaire

Annexe 7 : Périmètres des plantations, semi de forestiers, d'action forestière...

Annexe 8 : Périmètres miniers

Annexe 9 : Périmètres des carrières

Annexe 10 : Périmètre des divisions foncières soumises à déclaration préalable

Annexe 11 : Périmètre sursis à statuer

Annexe 12 : Programme d'aménagement d'ensemble

Annexe 13 : Périmètre d'isolement acoustique au voisinage des infrastructures de transports terrestres

Annexe 14 : Plan des zones à risque d'exposition au plomb

Annexe 15 : Périmètre d'intervention sur les espaces agricoles et naturels périurbains

Annexe 16 : Servitudes d'utilité publique et bois soumis au régime forestier

Annexe 17 : Liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues

Annexe 18 : Schémas des réseaux d'eau, d'assainissement et les systèmes d'élimination des déchets.

Annexe 19 : Plan d'exposition au bruit des aéroports

Annexe 20 : Prescription d'isolement acoustique

Annexe 21 : Zone de publicité

Annexe 22 : Projet de plan de prévention des risques naturels ou miniers

Annexe 23 : Zones agricoles protégées

Annexe 24 : Arrêté du préfet coordonnateur de massifs

Annexe 25 : Plan de prévention des risques naturels

Annexe 1 : Secteurs sauvegardés

La commune de Jatxou n'est pas concernée par un secteur sauvegardé délimité en application des articles L. 313-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Annexe 2 : Zone d'Aménagement Concerté

Il n'y a pas de Zone d'Aménagement Concerté sur la commune de Jatxou.

Annexe 3 : Zones de préemption (application de l'article L.142-1)

Il n'y a pas de zone de préemption délimitée en application de l'article L.142-1 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et de l'article L.142-3 dans sa rédaction issue de la même loi.

Annexe 4 : Droit de préemption

La commune est concernée par le Droit de Préemption Urbain. Le périmètre des zones dans lesquelles s'appliquent les dispositions relatives au Droit de Préemption Urbain concerne toutes les zones urbaines (UB, UC, UD, UY) et à urbaniser (1AU et 2AU) du P.L.U. (voir plan joint).

Annexe 5 : Périmètres d'application des permis de démolir

Jatxou est concernée par des zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir prévues aux articles R 421-26 et suivants. Le périmètre des zones dans lesquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir concerne l'ensemble des zones urbaines (UB, UC, UD, UY) et à urbaniser (1AU et 2AU) du P.L.U.

Annexe 9 : Périmètres des carrières

Dans l'état actuel de nos connaissances, il n'y a pas de périmètre de zone spéciale de recherche et d'exploitation de carrière ou de zone d'exploitation et d'aménagement coordonnée de carrière sur la commune de Jatxou.

Annexe 10 : Périmètre des divisions foncières soumises à déclaration préalable

La commune de Jatxou n'est pas concernée par un périmètre de zone délimitée en application de l'article L. 111-5-2 à l'intérieur duquel certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable.

Annexe 11 : Périmètre sursis à statuer

Sans objet.

Annexe 12 : Programme d'aménagement d'ensemble

Il n'a pas été institué sur Jatxou de programme d'aménagement d'ensemble en application de l'article L.332-9 du Code de l'Urbanisme.

Annexe 13 : Périmètre d'isolement acoustique au voisinage des infrastructures de transports terrestres

La commune de Jatxou n'est pas concernée par un périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L.571-10 du Code de l'Environnement.

Annexe 14 : Plan des zones à risque d'exposition au plomb

L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est classé zone à risque d'exposition au plomb.



Direction départementale de l'Équipement
Pyrénées-Atlantiques

Rechercher

l'habitation et la
construction

les infrastructures et les
transports

les ports, le littoral, les
rivières

pour les
collectivités

l'Équipement dans les Pyrénées-
Atlantiques

Accueil > l'habitation et la construction
> vous êtes un professionnel du logement ou de la construction > Informations techniques concernant la
construction > La prévention du saturnisme

Informations techniques
concernant la construction

Les prescriptions acoustiques
dans la construction d'habitations
La protection contre les termites
La prévention du saturnisme
La prévention du risque sismique

La prévention du saturnisme

Arrêté préfectoral du 12 janvier 2001

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu l'article L.1334-1 à L.1334-9 du Code de la Santé Publique ;

Vu l'article R32.1 à R.32.7 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence
contre le saturnisme prévues aux articles L.1334.1 à L.1334.4 de ce même code.

Vu l'article R.32.8 à R.32-12 du Code de la Santé Publique relatif aux mesures d'urgence
contre le saturnisme prévues à l'article L.1334.5 de ce même code.

Vu l'arrêté du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état
de risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant au
plomb pris pour l'application de l'article R.32-12 du Code de la Santé Publique ;

Vu les avis des Conseils Municipaux ;

Vu l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 19 janvier 2001 ;

Considérant le risque de saturnisme encouru par les enfants de moins de six ans dus à
l'ingestion de plomb même à faible dose ;

Considérant le risque potentiel de rencontrer du plomb dans les constructions d'avant
1948 ;

Considérant l'égalité répartition de ces constructions sur le territoire départemental ;

Sur proposition de la Directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Arrête

Article 1er : L'ensemble du département des Pyrénées-Atlantiques est classé zone à
risque d'exposition au plomb,

Article 2 : Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse,
unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un
immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1er janvier 1948. Cet
état doit avoir établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou
du contrat susvisé.

Article 3 : Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute autre
activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Article 4 : Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être
stipulée à raison des vices constitués par l'accessibilité au si l'état mentionné à l'article 2
n'est pas annexé aux actes susvisés.

Article 5 : Si cet état établit l'absence de revêtement contenant du plomb, il n'y a pas de
risque d'accessibilité et en conséquence il n'y a pas lieu de faire établir un nouvel état à
chaque vente. Toutefois, l'état initial établissant l'absence de revêtement contenant du
plomb devra être joint à chaque promesse unilatérale de vente ou d'achat.

Article 6 : Lorsque celui-ci révèle la présence de revêtement contenant du plomb en
concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R.32-2 du Code de la
Santé Publique, une note d'information, conforme au modèle pris par arrêté ministériel,
est annexée à cet état.

Article 7 : Lorsque l'état annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente
révèle d'une part la présence de plomb et d'autre part un risque d'accessibilité à ce , le
vendeur ou son mandataire en informe le Préfet.

Article 8 : Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtement contenant du
plomb en concentration supérieure au seuil défini en application de l'article R.32-2 du
Code de la Santé Publique, il doit être communiqué sans délai par le propriétaire aux
occupants.

Article 9 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune avant le 15 avril
2001 pendant une durée d'un mois.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié dans deux journaux locaux et adressé au
Conseil Supérieur du Notariat à la Chambre Départementale des Notaires et aux barreaux
constitués près les tribunaux de Grande Instance avant le 15 avril 2001.

Article 11 : Le présent arrêté sera applicable aux actes visés à l'article 2 signés à compter
du 1er septembre 2001.

Article 12 : monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, messieurs les Sous-Préfets,
madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, monsieur le
Directeur Départemental de l'Équipement, mesdames et messieurs les Maires sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au
recueil des Actes administratifs et des informations de la Préfecture.

Fait à Pau, le 12 février 2001

André VIAU

Annexe 15 : Périmètre d'intervention sur les espaces agricoles et naturels périurbains

La commune de Jatxou n'est pas concernée par un périmètre d'intervention délimité en application de l'article L. 143-1 du Code de l'Urbanisme pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.

Annexe 16 : Servitudes d'utilité publique et bois soumis au régime forestier

1) Servitudes d'Utilité Publique

I - Servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire

AC1 - Monument historique protégé

NOM	TYPE_JURI	PROCEDURE	DATE_ARRET	TYPE
CHAPELLE SAINT-SAUVEUR	Inv.MH.	ARRETE PREFECTORAL	11/01/1991	PETITS MONUMENTS RELIGIEUX
EGLISE SAINT-JEAN-SEBASTIEN	Inv.MH.	ARRETE PREFECTORAL	15/11/2007	EGLISE

AC2 - Servitude de protection des sites et monuments naturels

CODE	NOM	CODE_RUBRIQ	NOM_RUBRIQUE	SUPERFICIE_HA	DATE
SIN0000220	Route des Cimes	SIN	Site Inscrit	3 365,54	23/08/1974

EL3 - Servitude de marchepied sur chaque rive (sur une bande de 3,25m)

ID_GEOSUP_	ID_GEOSUP_	NOM	TYPE_PHYSIQU	ID_SUP	DATE_ARRET
		La Nive			

I4 - Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques

CODE	NOM	U_MAX	MAJ	MAJ_GEO
MOUGUL31ZSSV6		63 kV	18/09/1995	10/05/1989
MOUGUL31ZSSV6	LIGNE MOUGUERRE-ST JEAN LE VIEUX-URCURAY	63 kV	29/11/1995	10/05/1989
Argia - Urcuray		63 kV	02/10/2002	27/06/2002

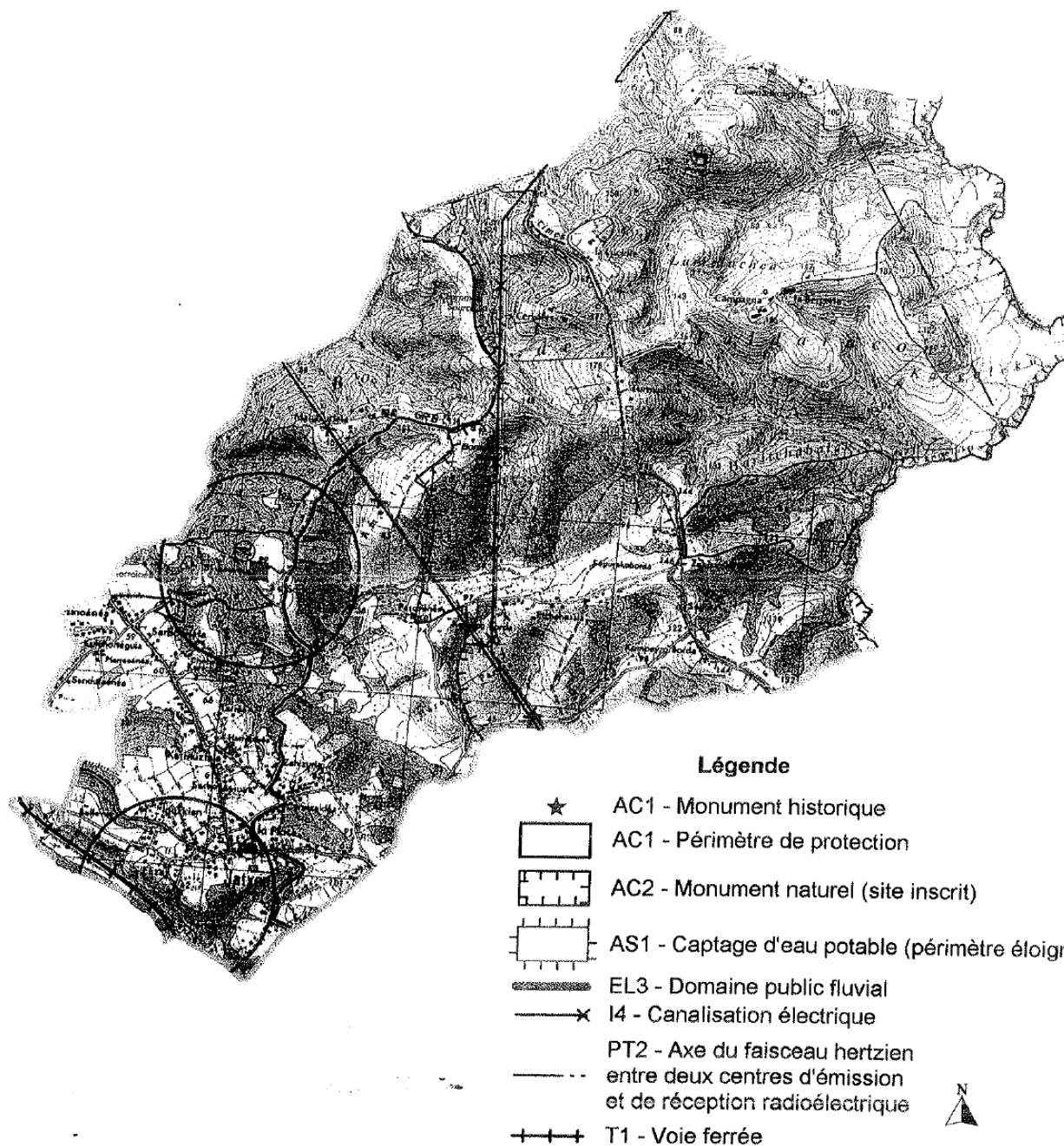
PT2 - Servitude de protection des centres radioélectriques contre les obstacles

N_ANFR	Nom_de_la_station	N_servitude	Date	Type	Gestionnaire	Altitude	Extrémité_du_FH
0640220001	BAYONNE	9 324	27/09/1977	PT2	F64	50 m	HASPARREN (0640220015)

T1 - Servitude relative aux voies ferrées

ID_TRVFE	NATURI	ENERGIE	NB_VOIES	LARGEUR	POSITION	CLASSI	TOPONYME
990 008 200	1	1	1	1	1	1	Bayonne - Saint Jean Pied de Port

Porter A Connaissance Commune de Jatxou



source : DDTM64
 copyright IGN-BD Cartho, Scan25 2006
 réalisation : Mission Observation des Territoires, MM, août 2010

□ limite commune

Echelle : 1/27 500

PAC JATXOU CARTE.wor

2) Bois et forêts soumis au régime forestier

La commune de Jatxou n'a pas de bois ou forêt soumis au régime forestier.

Annexe 17 : Liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues

Aucun lotissement n'a fait l'objet du maintien des règles d'urbanisme contenues dans les documents approuvés de ces lotissements en application du deuxième alinéa de l'article L.442-9 du Code de l'urbanisme.

Annexe 18 : Schémas des réseaux d'eau, d'assainissement et les systèmes d'élimination des déchets.

1) Réseau d'eau potable

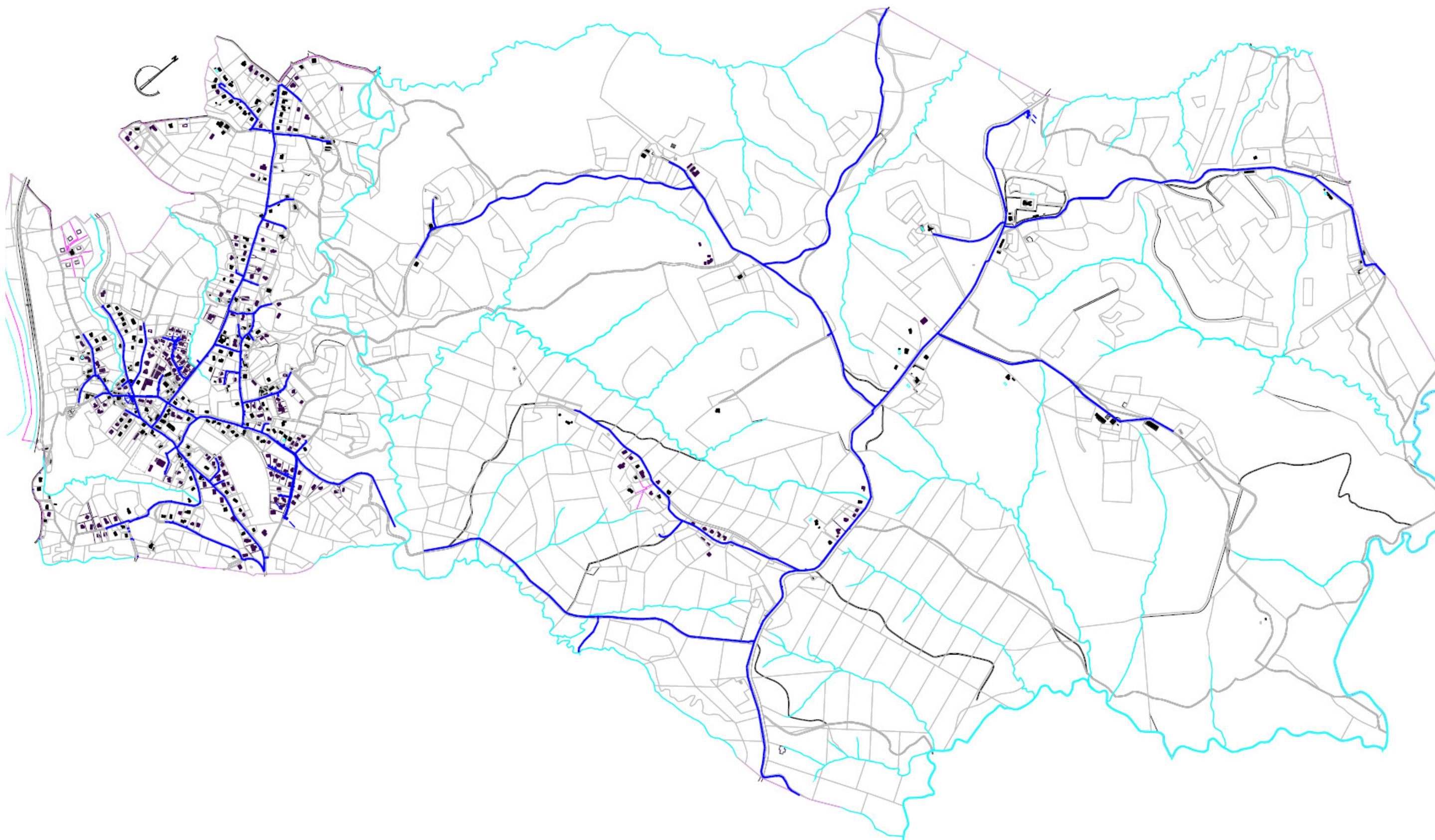
Jatxou fait partie du syndicat d'alimentation en eau potable URA, qui a pour compétence l'extension et l'amélioration du réseau d'adduction d'eau potable. Le syndicat couvre un territoire de 17 communes. Il a délégué à la Lyonnaise des Eaux la surveillance du réseau et des ouvrages.

Il n'existe pas de captages sur le territoire communal. L'eau potable produite provient de l'usine de la Nive gérée par un autre syndicat (SMUN) mais dont l'exploitation et la gestion sont là aussi déléguées à la Lyonnaise des Eaux. L'usine produit de l'eau potable pour près de 190 000 personnes permanentes. L'eau est prélevée dans la Nive, à la station d'Exhaure, située à Ustaritz.

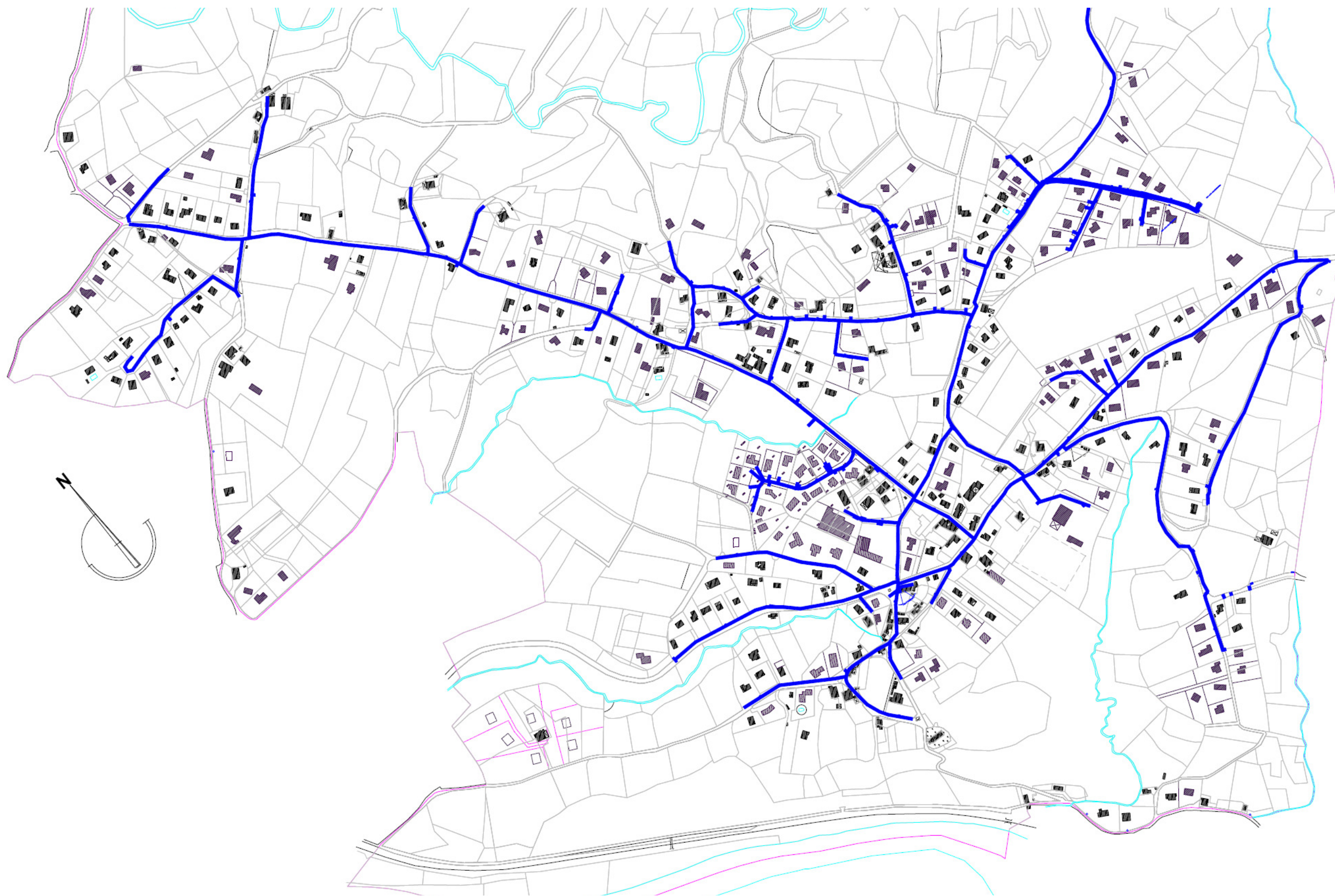
Le rapport annuel de 2011, sur le prix et la qualité du service public de production d'eau potable du SMUN, indiquait que l'eau produite était de bonne qualité.

Le territoire communal profite aujourd'hui d'une bonne desserte par le réseau d'alimentation en eau potable.

En 2013, la qualité de l'eau est conforme (voir document ci-dessous)



Réseau d'eau potable de Jatxou



Réseau d'eau potable de Jatxou (zoom bourg)



Agence Régionale de Santé
Aquitaine

DELEGATION TERRITORIALE
DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Pôle Santé Environnementale

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable. Cette synthèse prend en compte les résultats des 159 échantillons prélevés sur l'eau distribuée et de 16 échantillons prélevés sur la ressource.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les appareils de type adoucisseur ou purificateur sont inutilisés sur le réseau d'eau froide. Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il n'alimente que le réseau d'eau chaude.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire. Lorsque vous séjournez plusieurs heures dans les installations.

Par précaution, il est demandé de maintenir un taux de chlore résiduel. Il n'y a aucune incidence sur la santé. Si vous dévelez un goût de chlore, mettez une carafe ouverte au réfrigérateur pendant quelques heures pour l'éliminer.

Si la saveur ou la couleur de votre eau change, signalez-le à votre distributeur (voir adresse sur l'actuel).



QUALITE DE L'EAU SUR L'UNITÉ DE DISTRIBUTION :
SYNDICAT URA

SYNTHESE DE L'ANNEE 2012

0031
000539

Le Syndicat Ura est alimenté en eau à partir :

- d'un puits en nappe phréatique, situé à proximité de la Nive au lieu dit Errepira à Larressore. Cette eau est rendue potable par un traitement de neutralisation et de désinfection,
- d'un pompage dans La Nive situé à Ustaritz. Cette eau est rendue potable par un traitement complet de décantation, filtration et désinfection à la station de Mauguon qui appartient au Syndicat mixte de l'usine de la Nive,
- de la source du Laxia appartenant à la ville de Bayonne, située à Ixassou. Cette eau est rendue potable par un traitement de simple désinfection.

Selon les ressources, 4 secteurs ayant une qualité d'eau homogène peuvent être trouvés :

- le secteur 1 alimenté par le mélange du forage ERREPIRA et de la source du Laxia (Halsme, Larressore, Ustaritz, Cambo les bains),
- le secteur 2 alimenté par le mélange forage ERREPIRA, la source du Laxia et la NIVE (Arbonne, Arcangues, Ahetze, Jatxou, Bassussarry),
- le secteur 3 alimenté par la NIVE et la source du LAXIA (Briscous, Labouze, Mouguerre, St Pierre d'Ibabe, Urcuit, Uri, Villefranque),
- le secteur 4 alimenté par la source du LAXIA uniquement (Ixassou).

Mise à part la source de BAYONNE, les autres installations sont exploitées par la Lyonnaise des Eaux.

BACTERIOLOGIE

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

NITRATES

Éléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels. La teneur ne doit pas excéder 50 milligrammes par litre.

DURETE

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire de dureté.

FLUORURES

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneur ne doit pas excéder 1,5 milligrammes par litre.

PESTICIDES

Substances chimiques utilisées pour protéger les cultures ou pour désherber. La teneur ne doit pas excéder 0,1 microgramme par litre.

AUTRES PARAMETRES

EAU DE BONNE QUALITE BACTERIOLOGIQUE

100 % des résultats sont conformes.

La teneur moyenne en nitrates est de 3,8 mg/l. A ce taux, les nitrates ne présentent aucun caractère de toxicité.

La dureté moyenne de l'eau est d'environ 10 degrés français. Cette eau est peu calcaire.

La teneur en fluor est très faible (0,21 mg/l). Les apports de fluor par l'eau sont donc négligeables. Pour la prévention de la carie dentaire, il peut être recommandé un apport complémentaire par du sel fluoré ou des comprimés fluorés.

La présence de pesticides a été détectée. Cependant, le niveau atteint ne présente pas de danger pour la santé.

L'ensemble des autres paramètres mesurés est conforme.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

L'eau distribuée pendant l'année 2012 a été de bonne qualité

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Vous trouverez à votre disposition, en mairie, un recueil d'informations techniques concernant les paramètres mentionnés dans ce bilan

ARS - Agence Régionale de Santé Aquitaine - Département des Pyrénées Atlantiques - Unité Administrative - Boulevard Fontaine - CS 11011 64016 FAYT - Téléphone : 05 59 11 11 11 - Télécopie : 05 59 11 11 11
Site de Bayonne - 2, Allée Marins - CS 38538 - 64185 BAYONNE Cedex - Téléphone : 05 59 36 20 00 - Télécopie : 05 59 36 24 40
1 800 0 10 10 - 01 67 51 67 51 - 01 67 51 67 51 - 01 67 51 67 51

B - 2 - Caractéristiques qualitatives par paramètre de l'eau distribuée par :

Unité de distribution **000539 SYNDICAT URA**

Les tableaux suivants présentent par paramètre le rappel des normes, le nombre d'analyses réalisées en 2012 et les valeurs minimale, maximale et moyenne observées. Dans la colonne observations, il est fait mention, s'il y a lieu, du nombre de dépassement de norme constaté dans l'année.

La synthèse est effectuée à partir des analyses réalisées sur l'unité de distribution et sur les installations qui l'alimentent : sur la station de traitement-production de l'eau quand l'eau subit un traitement avant distribution ainsi que sur les captages pour les paramètres non modifiés par un traitement.

000 PARAMETRES TERRAIN

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Chlore libre	mg/LCl2			159	0	0,18	0,44	
Chlore total	mg/LCl2			159	0	0,20	0,52	
Conductivité à 25°C	µS/cm			159	168	250,58	604	
pH	unité pH			161	7,2	7,98	8,61	
Température de l'eau	°C			161	6	15,48	25	

010 PARAMETRES MICROBIOLOGIQUES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	n/mL			156	0	-	240	
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	n/mL			156	0	-	87	
Bact. et spores sulfito-rédu /100ml	n/100mL			131	0	-	7	
Bactéries coliformes /100ml-MS	n/100mL			156	0	-	0	
Entérocoques /100ml-MS	n/100mL	0		155	0	-	0	
Escherichia coli /100ml -MF	n/100mL	0		156	0	-	0	

030 CARACTERISTIQUES ORGANOLEPTIQUES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Coloration	mg/L Pt			156	0	0,00	0	
Odeur (qualitatif)	qualit.			156	0	0,00	0	
Saveur (qualitatif)	qualit.			154	0	0,00	0	
Turbidité néphélométrique NFU	NFU			156	0	0,16	1,85	

040 EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Carbonates	mg/LCO3			18	0	0,00	0	
Hydrogencarbonates	mg/L			18	93,8	112,50	167	
pH	unité pH			18	7,34	7,96	8,39	

Installation : 000539

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Activité alpha globale en Bq/l	Bq/l			16	0	0,01	0,053	
Activité bêta attribuable au K40	Bq/l			16	0,0085	0,02	0,041	
Activité bêta glob. résiduelle Bq/l	Bq/l			16	0	0,02	0,051	
Activité bêta globale en Bq/l	Bq/l			16	0	0,04	0,082	
Activité Tritium (3H)	Bq/l			16	0	0,00	0	

330 SOUS-PRODUIT DE DESINFECTION

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Bromates	µg/l		10	16	0	0,00	0	
Bromoforme	µg/l		100	20	0	0,94	7,19	
Chlorodibromométhane	µg/l		100	20	0	2,06	6,21	
Chloroforme	µg/l		100	20	0	1,09	8,82	
Dichloromonobromométhane	µg/l		100	20	0	1,47	6,1	
Tribromométhanes (4 substances)	µg/l		100	20	0	5,56	17,64	

340 COMP. ORG. VOLATILS & SEMI-VOLATILS

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Benzène	µg/l		1	16	0	0,00	0	

350 COMPOSES ORGANOHALOGENES VOLATILS

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Chlorure de vinyl monomère	µg/l		0,5	20	0	0,00	0	
Dichloroéthane-1,2	µg/l		3	16	0	0,00	0	
Tétrachloroéthylène+Trichloroéthylène	µg/l		10	18	0	0,00	0	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	µg/l		10	18	0	0,00	0	
Trichloroéthylène	µg/l		10	18	0	0,00	0	

360 HYDROCARB. POLYCYCLIQUES AROMATIQUE

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Acénaphthène	µg/l			4	0	0,00	0	
Anthracène	µg/l			4	0	0,00	0	
Benzanthracène	µg/l			4	0	0,00	0	
Benzo(a)pyrène *	µg/l		0,01	4	0	0,00	0	
Benzo(b)fluoranthène	µg/l		0,1	4	0	0,00	0	
Benzo(g,h,i)pyrène	µg/l		0,1	4	0	0,00	0	
Benzo(k)fluoranthène	µg/l		0,1	4	0	0,00	0	
Chrysène	µg/l			4	0	0,00	0	
Dibenzo(a,h)anthracène	µg/l			4	0	0,00	0	
Fluoranthène *	µg/l			4	0	0,01	0,014	
Fluorène	µg/l			4	0	0,01	0,014	
Hydrocarb. polycycl arom. (4subst.)	µg/l		0,1	4	0	0,00	0	
Hydrocarb. polycycl arom. (6subst. *)	µg/l			4	0	0,01	0,014	
Indeno(1,2,3-cd)pyrène	µg/l		0,1	4	0	0,00	0	
Naphtalène	µg/l			4	0	0,00	0,005	
Phénanthrène	µg/l			4	0	0,02	0,043	
Pyrène	µg/l			4	0	0,00	0,006	

Insulation : 000539

Organo phosphorés totaux	µg/l	0.5	20	0	0,00	0
Parathion éthyl	µg/l	0.1	20	0	0,00	0
Parathion méthy	µg/l	0.1	20	0	0,00	0
Propargile	µg/l	0.1	18	0	0,00	0
Terbuphos	µg/l	0.1	20	0	0,00	0
Vinodolthion	µg/l	0.1	18	0	0,00	0

550 PESTICIDES TRIAZINES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Atrazine	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Métamitron	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Simazine	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Terbutylazin	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Terbutylpe	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		

552 METABOLITES DES TRIAZINES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Atrazine déséthyl	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Atrazine-désopropyl	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Terbutylazin déséthyl	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		

560 PESTICIDES AMIDES, ACETAMIDES, ...

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Acétochlor	µg/l	0.1	20	0	0,00	0,027		
Alachlor	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Cymoxanil	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Diméthénamide	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Métochlor	µg/l	0.1	20	0	0,01	0,077		
Napropamide	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Oryzalin	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Propachlor	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Tébutam	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Tolylfluamide	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		

580 PESTICIDES UREES SUBSTITUEES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Chlorotoluron	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Diuron	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Isoproturon	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Linuron	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		
Monolinuron	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		

585 PESTICIDES SULFONYLUREES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Metsulfuron méthyl	µg/l	0.1	18	0	0,00	0		
Nicosulfuron	µg/l	0.1	20	0	0,00	0		

Installation : 000539

<i>Iprathione</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Isoxalutole</i>	µg/l	0.1	20	0	0.00	0
<i>Metsavyle</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Nothofuron</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Oxadoxy</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Oxyfluorène</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Pendiméthaline</i>	µg/l	0.1	20	0	0.00	0
<i>Prochloraze</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Procymidone</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Pyridole</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Pyridéox</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Pyriméthani</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Tébufénoside</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Tétraconazole</i>	µg/l	0.1	18	0	0.00	0
<i>Total des pesticides analysés</i>	µg/l	0.5	20	0	0.01	0.104
<i>Trifluraline</i>	µg/l	0.1	20	0	0.00	0

950 DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES

Paramètres	Unité	Norme		Nbre de valeurs	Valeurs observées			Observations
		Mini	Maxi		Mini	Moyenne	Maxi	
Hydrocarbures dissous ou émulsionnés	mg/l			2	0	0.00	0	

2) Réseau d'assainissement

L'assainissement collectif est géré par le syndicat URA. Il assure la collecte et l'acheminement des eaux usées, l'épuration des eaux et l'élimination, l'évacuation des boues liquides.

Seize communes composent ce Syndicat, dont l'objectif fondamental est l'épuration des eaux usées après les avoir récupérées. L'action menée est donc vitale, non seulement pour l'urbanisation, la modernisation et le développement des communes, mais également vis-à-vis de l'environnement et de la protection des espaces naturels.

La mission toute particulière est donc tournée vers:

- La collecte et l'acheminement des eaux usées (réseaux séparatifs ou unitaires de 225 km).
- L'épuration des eaux usées: on compte quelques 12 stations d'épuration et 98 postes de relèvement sur le territoire syndical.
- L'élimination des boues liquides et leur évacuation vers un site agréé.

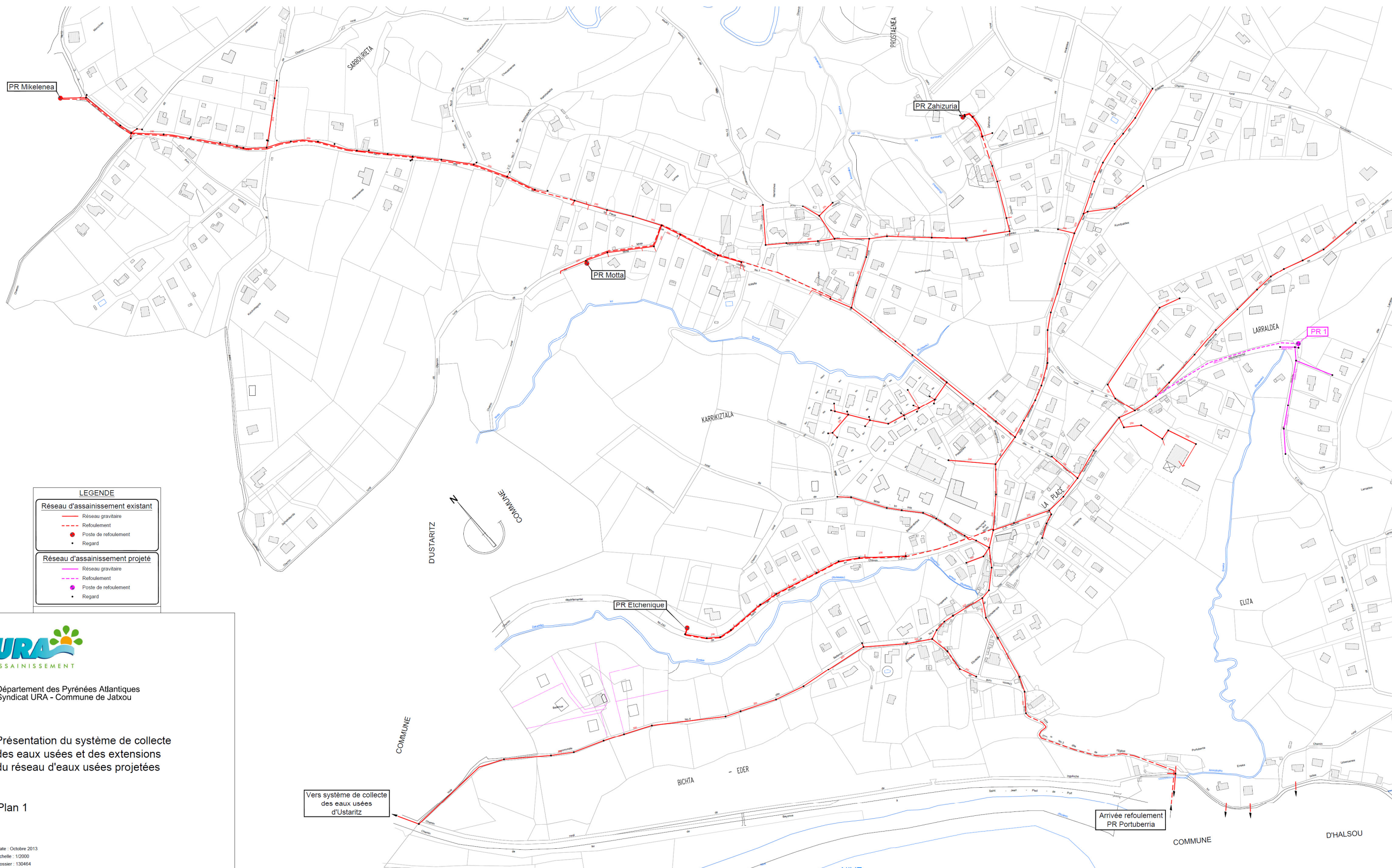
Par un contrat d'affermage, la société Lyonnaise des Eaux est chargée de l'exploitation du réseau, des stations d'épuration et des ouvrages annexes.

Le Syndicat, via un Comité composé de 2 délégués par commune, veille à la bonne exécution du service, à l'égalité, à la continuité et à l'adaptabilité du service public.

Afin de mieux prendre en compte les attentes des communes, un programme pluriannuel définit les interventions sur les Communes et la réhabilitation nécessaire des structures techniques.

Sur Jatxou, les eaux usées sont dirigées vers la station d'épuration (STEP) d'Ustaritz, qui gère également les eaux usées des communes d'Halsou et Larressore. La STEP peut gérer jusqu'à 13 200 eq.hab par un système de boues activées. **Aujourd'hui la STEP gère environ 9 000 eq.hab provenant des 4 communes, ce qui permet d'anticiper l'arrivée de nouvelles populations sur ces territoires.**

Le territoire communal est bien desservi par l'assainissement collectif.



Département des Pyrénées Atlantiques
Syndicat URA - Commune de Jatxou

Présentation du système de collecte
des eaux usées et des extensions
du réseau d'eaux usées projetées

Plan 1

Date : Octobre 2013
Echelle : 1/2000
Dossier : 130464

Le Réseau d'assainissement de Jatxou

3) L'assainissement autonome

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est assuré par le syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze. Le règlement du SPANC s'applique sur le territoire des communes de Jatxou, Bassussary, Espelette, Halsou, Itxassou, Larressore, Louhossoa, Ustaritz, Villefranque et Saint Pierre d'Irrube. Le SPANC exerce un contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif : la vérification de conception et d'exécution, le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien, le contrôle périodique des installations.



Communes de : Bassussarry, Espelette, Halsou, Itxassou, Jatxou, Larressore, Louhossoa, Saint Pierre d'Irube, Ustaritz et Villefranque.

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : Dispositions générales	3
Article 1 : objet du règlement	3
Article 2 : définitions	3
Article 3 : obligation de traitement des eaux usées	3
Article 4 : responsabilités et obligations	3
 CHAPITRE 2 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des assainissements non collectifs	 4
Article 5 : prescriptions techniques.....	4
Article 6 : conception, implantation	4
Article 7: rejet.....	4
Article 8 : ventilation de la fosse toutes eaux	4
 CHAPITRE 3 : Missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif	 5
Article 9 : nature du service d'assainissement non collectif	5
Article 10 : nature du contrôle technique.....	5
Article 11 : modalités de contrôle des installations neuves ou réhabilitées.....	5
Article 12 : droit d'accès des techniciens du SPANC aux installations d'assainissement non collectif.....	6
 CHAPITRE 4 : Installations sanitaires intérieures	 7
Article 13 : dispositions générales	7
Article 14 : indépendance des réseaux d'eau potable et d'eaux usées	7
Article 15 : pose de siphons.....	7
Article 16 : toilettes.....	7
Article 17 : colonnes de chutes d'eaux usées.....	7
Article 18 : broyeurs d'éviers.....	7
Article 19 : descentes des gouttières	7
Article 20 : entretien, réparations et renouvellement des installations intérieures	7
Article 21 : mise en conformité des installations intérieures.....	7
 CHAPITRE 5 : Dispositions financières	 7
Article 22 : nature juridique du SPANC.....	7
Article 23 : redevance d'assainissement non collectif	7
 CHAPITRE 6 : Dispositions d'application	 8
Article 24 : pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif.....	8
Article 25 : pénalités financières pour refus des contrôles.....	8
Article 26 : mesures de police générale	8
Article 27 : constats d'infractions pénales.....	8
Article 28 : sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, de modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau.....	8
Article 29 : voies de recours des usagers.....	8
Article 30 : date d'application.....	8
Article 31 : modification du règlement.....	8
Article 32 : clauses d'exécution.....	8

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article 1 : objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et le Syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment la conception, la réalisation, les conditions d'accès, l'entretien, la réhabilitation des ouvrages et les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif. Il s'applique sur le territoire du Syndicat Ur Garbitze à laquelle la compétence a été transférée par les communes de Bassussarry, Espelette, Halsou, Itxassou, Jatxou, Larressore, Louhossoa, Ustaritz, Villefranque et Saint Pierre d'Irube.

Cet article est applicable sur le territoire des communes nouvellement adhérentes.

Article 2 : définitions

- **Assainissement non collectif** : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement. L'expression « assainissement non collectif » englobe les expressions « assainissement individuel » et « assainissement autonome ».

- **Eaux usées domestiques** : elles comprennent les eaux ménagères (cuisine, buanderies, salles d'eau) et les eaux vannes (urines, matières fécales), y compris les produits de nettoyage ménager ou d'entretien des sanitaires mélangés à ces eaux.

- **Eaux pluviales** : les eaux pluviales sont les eaux issues des toits, des gouttières, des cours et des balcons. Pour permettre le bon fonctionnement, l'évacuation des eaux pluviales et de drainage ne doit, en aucun cas, être dirigée vers l'installation d'assainissement non collectif.

- **SPANC** : Service Public d'Assainissement Non Collectif. Il s'agit d'un service public à caractère industriel et commercial, qui a pour mission le contrôle de l'implantation, de la conception, de la bonne exécution, du bon fonctionnement, et du bon entretien des installations d'assainissement non collectif sur un territoire donné.

- **Usager** : l'usager du service public d'assainissement non collectif est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quel titre que ce soit.

Article 3 : obligation de traitement des eaux usées

L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique impose aux immeubles non raccordés à un égout public d'être dotés d'un assainissement non collectif dont les installations doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.

L'utilisation d'un dispositif de pré traitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet des effluents, dans le milieu naturel, soit directement, ou en sortie de fosse est interdit.

Le non respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et sanctions pénales prévues en la matière.

Article 4 : responsabilités et obligations

Le **propriétaire**, en tant que maître d'ouvrage, est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants. Toute modification ultérieure des installations d'assainissement devra faire l'objet, au préalable, d'un accord écrit du SPANC. Conformément à l'article L.1331-5 du Code de la Santé Publique, en cas de raccordement à un réseau d'assainissement collectif, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. Les dispositifs de traitement et d'accumulation, mis hors service ou rendus inutiles, sont vidangés, désinfectés, comblés ou démolis. Les fosses septiques pourront servir comme réserves d'eau après avoir été vidangées et désinfectées. Le propriétaire a l'obligation de remettre à son locataire le Règlement du SPANC afin que celui-ci connaisse l'étendue de ses obligations.

L'**usager** est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique. Seules les eaux usées domestiques, définies à l'article 2, sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif. Il est interdit d'y déverser :

- les eaux pluviales
- les ordures ménagères, même après broyage,
- les huiles usagers,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- les peintures, les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Cette liste n'étant pas limitative.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'usager :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture, de stockage de charges lourdes ou de toutes constructions (piscines, abris de jardins, etc...)
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface des dispositifs de traitement (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages),
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards,
- d'entretenir les installations.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009, les dispositifs d'assainissements non collectifs sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage,
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

L'élimination des matières de vidange sera effectuée conformément aux dispositions réglementaires. Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire, en fonction des caractéristiques des ouvrages ou de l'occupation de l'immeuble, dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile.

En application de l'article 9 de l'arrêté du 7 septembre 2009, relatif à l'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge la transport et l'élimination des matières

extraîtes des installations d'assainissement non collectif, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un document comportant les indications suivantes : son nom ou sa raison sociale et son adresse, l'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée, le nom de l'occupant ou du propriétaire, la date de la vidange, les caractéristiques, la nature et la qualité des matières éliminées, le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

Ce document sera remis au SPANC lors du contrôle de fonctionnement des installations.

Chapitre 2 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des assainissements non collectifs

Article 5 : prescriptions techniques

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif sont celles définies dans :

- l'arrêté du 7 septembre 2009 (fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif) recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO₅,
- l'arrêté du 22 juin 2007 relatif aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1.2 Kg/j de DBO₅,
- le DTU 64.1

- toute réglementation d'assainissement non collectif en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Ces documents sont mis à disposition des usagers au siège du Syndicat (ils peuvent être consultés sur place par les usagers qui auront pris préalablement rendez-vous avec le service d'assainissement non collectif ou être envoyés (sauf DTU 64.1 norme soumise à copyright) sur demande.

Le non-respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

Les dispositifs d'assainissement non collectifs ne peuvent être implantés à moins de 35 m de tout captage d'eau déclaré en Mairie et destiné à la consommation humaine, de 5 m d'une habitation, de 3 m des limites de propriété et de 3 m d'un arbre. Le SPANC pourra autoriser la mise en place d'installation dérogeant à ces limites de distance, dans le cadre de la réhabilitation d'installations existantes. A contrario, dans le cas d'un terrain en pente, l'emplacement de la construction devra réserver une surface suffisante en aval du bâtiment pour permettre l'implantation du dispositif d'assainissement, son extension éventuelle et limiter tout risque de nuisance pour les fonds inférieurs.

Les systèmes mis en oeuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comprennent obligatoirement :

- un **dispositif de prétraitement** (fosse toutes eaux, installation d'épuration biologique à cultures fixées ou autres).
- un **dispositif de traitement** utilisant le sol en place ou des sables et graviers selon les règles de l'art dans le cas où le sol en place ne permet pas de respecter les conditions mentionnées à l'article 6 de l'arrêté du 7 septembre 2009 ou un lit à massif de zéolithe.

Article 6 : conception, implantation

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009 et à l'arrêté du 22 juin 2007, les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques ni pour la santé publique, ni de contamination ou de pollution des eaux.

Leurs caractéristiques techniques et leurs dimensionnements doivent être adaptés aux spécificités de l'immeuble à leur géographie.

Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature, pente et de l'emplacement de l'immeuble.

Article 7 : rejet

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire à la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- privilégier l'infiltration des eaux traitées par le sol en place
- assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Le rejet après traitement vers le milieu hydraulique superficiel peut être effectué qu'après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude de filière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution n'est envisageable.

Sont interdits les rejets d'effluents mêmes traités, dans un puits, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Article 8 : ventilation de la fosse toutes eaux

Les fosses doivent être pourvues d'une ventilation constituée d'une entrée et d'une sortie d'air située au-dessus des locaux habités, d'un diamètre d'au moins 100 millimètres.

Chapitre 3 : Missions du service public d'assainissement non collectif

Article 9 : nature du service d'assainissement non collectif

En vertu des articles L.2224-8 et L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le service d'assainissement non collectif exerce le contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif tels qu'ils sont définis par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Article 10 : nature du contrôle technique

Le contrôle technique est réalisé sur la base de documents fournis par le propriétaire de l'immeuble et lors d'une visite sur place. Trois catégories de contrôle sont définies, à savoir :

1) La vérification de conception et d'exécution consistant à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;
- vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, ainsi qu'aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur, lors de la réalisation ou de la réhabilitation de l'installation ;
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

2) Le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien consistant, à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usures éventuels ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou de la réhabilitation de l'installation ;
- constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances ;

En l'absence de pièces décrivant l'installation d'assainissement non collectif, le technicien du SPANC et le propriétaire établiront les pièces essentielles à son identification et à sa description. Seront recherchées en priorité :

- d'éventuelles sources de pollutions visibles
- l'implantation des différents éléments constitutifs du dispositif
- la filière utilisée...

3) Le contrôle périodique est exercé sur place par les agents du SPANC et sera réalisé une fois tous les 4 ans pour les installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle. Il consiste à :

- vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle ;

► repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels ;

► constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur contrôle technique. L'usager est tenu de se soumettre au contrôle périodique. Afin de justifier du bon entretien des installations, les propriétaires et usagers sont dans l'obligation de remettre les bons de vidange à l'agent du SPANC lors du contrôle.

A l'issue des contrôles, un rapport de visite est remis au propriétaire (le cas échéant à l'occupant). Lorsque le rapport comporte des observations, le propriétaire des ouvrages et, le cas échéant l'occupant des lieux, doit réaliser les travaux, les aménagements ou les opérations d'entretien nécessaires pour supprimer les causes de dysfonctionnement, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou des inconvénients de voisinage.

Dans le cas spécifique d'un risque de l'installation de porter atteinte à la salubrité publique ou à la protection de l'environnement, le propriétaire a l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité détaillé dans le rapport établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans à partir de la date de réalisation du contrôle. (article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique). Ce délai peut être raccourci par le Maire en application de son pouvoir de police.

En cas de contestation, suite à la réception du rapport de visite établissant la non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif le propriétaire doit, dans un délai de deux mois, apporter la preuve du contraire à ses frais.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux) sur demande du Maire.

Les points à contrôler à minima sont précisés en annexe de l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Article 11 : modalités de contrôle des installations neuves ou réhabilitées

LE CONTROLE DE CONCEPTION

Pour toute intention de travaux d'assainissement, le propriétaire doit informer le SPANC de ses intentions et il doit présenter son projet pour contrôle. Lors des demandes d'urbanisme, le SPANC est consulté par la Mairie pour avis sur la conception et l'implantation des installations d'assainissement non collectif. Le SPANC adresse son avis au pétitionnaire et le transmet également à la Mairie de la commune concernée qui le prendra en compte dans les

conditions prévues par le code de l'urbanisme. Une fois la demande effectuée, le SPANC réalise une visite surplace dans les conditions prévues à l'article 12 du présent règlement.

Le pétitionnaire qui souhaite réhabiliter une installation d'assainissement non collectif devra retirer le formulaire de demande auprès du SPANC. Celui-ci vérifie la conception du projet et émet un avis sur le dispositif d'assainissement non collectif envisagé par le pétitionnaire. Ce dernier doit se conformer à cet avis.

Toute demande de certificat d'urbanisme ayant pour projet une **maison individuelle d'habitation**, devra obligatoirement être accompagnée d'un compte-rendu présentant la perméabilité du sol de la parcelle concernée (deux sondages minimum) et réalisé par un hydrogéologue agréé. Une étude particulière sera demandée au pétitionnaire pour tout autre projet.

Toute demande de permis de construire n'ayant pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme au préalable devra être obligatoirement accompagné d'une étude particulière réalisée par un hydrogéologue agréé. Celui-ci aura en charge la définition et l'implantation des ouvrages composant le dispositif d'assainissement les mieux adaptés aux caractéristiques de la propriété en privilégiant l'infiltration des eaux après traitement.

Toute pièce complémentaire pourra être demandée au pétitionnaire afin de justifier d'un rejet dans le milieu naturel superficiel à l'issue du traitement.

Pour les demandes de permis de construire ayant fait l'objet d'un test de perméabilité lors de la demande de certificat d'urbanisme, le SPANC, lorsqu'il le jugera nécessaire, se réserve le droit de demander la réalisation d'une étude particulière avec expertise pédologique afin de pouvoir décider de la pertinence de la filière proposée.

Dans tous les cas, tout projet dépassant le cadre d'une maison d'habitation individuelle (maison d'habitation individuelle supérieure à 6 chambres, gîtes, restaurant, local à usage professionnel, etc...) devra obligatoirement être accompagné d'une étude particulière.

Cas particulier: toute demande de détachement de parcelle comportant une maison d'habitation existante sera systématiquement défavorable si l'assainissement de la maison existante est jugé insuffisant. A ce titre, le SPANC émettra un avis défavorable sous réserve de la réhabilitation de l'assainissement existant.

Dans le cadre d'une demande de réhabilitation, le SPANC pourra exiger une étude de filière lorsqu'il le jugera nécessaire afin de s'assurer de l'adaptation de la filière proposée aux contraintes de la parcelle.

Le SPANC rend son avis au pétitionnaire qui pourra être favorable, favorable avec réserves, défavorable ou défavorable sous réserves. Si l'avis est favorable avec réserves, le projet ne peut être réalisé qu'en prenant en compte les réserves formulées par le SPANC. Si l'avis est défavorable ou défavorable sous réserves, le propriétaire devra présenter un nouveau projet ou bien fournir les pièces complémentaires demandées.

CONTROLE DE BONNE EXECUTION DES INSTALLATIONS NEUVES OU REHABILITEES

Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC. En cas d'avis favorable sous réserves, le propriétaire n'exécute les travaux qu'après modification du projet pour tenir compte de celles-ci. Le propriétaire peut exécuter les travaux lui-même ou faire appel à une entreprise de son choix.

Le Syndicat Ur Garbitze doit être informé **au moins 8 jours à l'avance** par l'usager du début des travaux (par téléphone, fax ou mail). Pour tout signalement du début des travaux en deçà de ce délai, le syndicat ne garantit pas la disponibilité des techniciens (notamment si l'information est transmise la veille du chantier). Dans ce cadre, un avis défavorable sera émis. Il appartiendra alors au propriétaire de fournir les éléments concernant le déroulement du chantier afin de prouver la bonne réalisation des travaux. Dans le cas où le chantier est réalisé le week-end, le Syndicat invite le propriétaire de la future installation ou l'entrepreneur à prendre un rendez-vous avec le technicien chargé du contrôle en amont. A l'appui de photos du chantier et par la vérification de certains points techniques, le technicien pourra alors réaliser un contrôle après remblaiement. A ce titre, il pourra exiger divers documents afin d'étayer son analyse (facture de matériaux, volumes utilisés, etc...). Dans tous les cas, en l'absence des éléments demandés, le SPANC émettra un avis défavorable.

Deux visites techniques, au minimum, sont effectuées : une avant le démarrage des travaux et une avant le remblayage.

Après information du propriétaire ou de son représentant, le Syndicat se rend sur le chantier et s'assure que la réalisation des dispositifs d'assainissement est conforme :

- au projet validé par le SPANC
- à l'arrêté du 7 septembre 2009
- à toute réglementation d'assainissement non collectif en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Le non-respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

Si l'avis du rapport de visite est défavorable ou comporte des réserves, le Syndicat invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable. Une nouvelle visite est alors obligatoire pour constater la mise en conformité de l'installation. Tous les travaux réalisés sans que le Syndicat en soit informé donneront lieu à un avis défavorable.

Toutes les installations remblayées sans avoir fait l'objet d'un contrôle de bonne exécution auront un avis défavorable sur leur conformité.

Article 12 : droit d'accès des techniciens du SPANC aux installations d'assainissement non collectif

Les techniciens du SPANC ont accès aux propriétés privées pour assurer les opérations de contrôle technique de conception, d'implantation, de bonne exécution, du bon fonctionnement et du bon entretien des installations d'assainissement non collectif (article L.1331-11 du Code de la Santé Publique). Cet accès sera précédé d'un avis préalable

de visite notifié, par courrier simple, au propriétaire. ou à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable pour les contrôles périodiques de bon fonctionnement et les diagnostics et ne pouvant être inférieur à 7 jours ouvrés. Pour les autres contrôles, le rendez-vous est directement pris avec le propriétaire.

L'occupant des lieux, propriétaire ou non doit faciliter l'accès de ses installations aux techniciens du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où ils

s'opposeraient à cet accès pour une opération de contrôle technique des ouvrages, le technicien du SPANC doit relever l'impossibilité matérielle dans laquelle il a été mis d'effectuer le contrôle, à charge pour le maire de la commune de constater ou de faire constater l'infraction. Le non respect du droit d'accès des techniciens du SPANC aux ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre 6 du présent règlement.

Chapitre 4 : Installations sanitaires intérieures

Article 13 : dispositions générales

Les prescriptions techniques pour l'évacuation intérieure des eaux sont définies suivant les dispositions du règlement sanitaire Départemental notamment ses articles 29, 42 à 50.

Article 14 : indépendance des réseaux d'eau potable et d'eaux usées

Est interdit : tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ainsi que tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

Article 15 : pose de siphons

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant des installations et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes aux normes en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

Article 16 : toilettes

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Article 17 : colonnes de chutes d'eaux usées

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des

bâtiments, doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chute doivent être totalement indépendantes des canalisations pluviales.

Article 18 : broyeurs d'éviers

L'évacuation vers l'installation d'assainissement des ordures ménagères, même après broyage préalable, est interdite.

Article 19 : descentes de gouttières

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir ni à l'évacuation des eaux usées, ni à la ventilation.

Article 20 : entretien, réparations et renouvellement des installations intérieures

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction.

Article 21 : mise en conformité des installations intérieures

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif a le droit de vérifier que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises.

Dans le cas où des défauts seraient constatés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif, le propriétaire devra y remédier à ses frais.

Chapitre 5 : Dispositions financières

Article 22 : nature juridique du SPANC

En vertu de l'article L.2224-11 du CGCT, le SPANC est financièrement géré comme un Service Public Industriel et Commercial.

Article 23 : redevances d'assainissement non collectif

Les frais de contrôle des installations donnent lieu à des redevances dont le montant et les modalités de paiement sont votés par l'assemblée délibérante du Syndicat Ur Garbitze. Ces redevances sont destinées à financer les charges du service.

Le montant de chacune des redevances varie selon la nature des opérations de contrôle :

- Contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des installations d'assainissement non collectif neuves
- Contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif
- Diagnostic des installations d'assainissement non collectif lors d'une cession immobilière.

Chapitre 6 : Dispositions d'application

Article 24 : pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif

L'absence d'installation non collective réglementaire sur un immeuble qui doit être équipé ou le mauvais état de fonctionnement de l'installation, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité financière prévue par l'article L. 1331-8 du Code de la santé publique.

Article 25 : pénalités financières pour refus des contrôles

Conformément à l'article L.1331.11 du Code de la Santé Publique et suivant la délibération du Comité Syndical en date du 28 mai 2008, l'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle ou au diagnostic des installations d'assainissement non collectif est astreint au paiement d'une somme égale à deux fois la redevance exigible pour le contrôle concerné.

Article 26 : mesures de police générale

Le Maire intervient dans le cadre de la prévention ou la cessation d'une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif. Le maire peut en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice. Des mesures pouvant être également prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Article 27 : constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées :

- soit par les agents et officiers de police judiciaire ayant une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale,
- soit selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions, prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

Ainsi fait et délibéré,
A Ustaritz, le 9 juin 2010

Le Président,

**S.I. ASSAINISSEMENT
AUTONOME
UR GARBITZE**
Ferdinand DAGUERRE

REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
Syndicat intercommunal d'assainissement autonome Ur Garbitze

Article 28 : sanctions pénales applicables en cas d'absence de réalisation, de modification ou réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, en violation des prescriptions prévues par le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la santé publique, du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau.

Article 29 : voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 30 : date d'application

Le présent règlement sera exécutoire après accomplissement des formalités de transmission en Sous-préfecture et d'affichage, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Le règlement, remis à l'ensemble des usagers, peut être consulté aux bureaux du Syndicat Ur Garbitze aux horaires d'ouverture au public.

Article 31 : modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 32 : clauses d'exécution

Le président de la collectivité, les agents du Service Public d'Assainissement Non Collectif et le receveur de la collectivité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Annexe 2 – Filières d'assainissement non collectif préconisées sur la commune

FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE

Epandage en sol reconstitué

Ce dispositif est à prévoir lorsque le **sol est inapte** à un épandage naturel et lorsqu'il **existe un exutoire** pouvant recevoir l'effluent traité.

Conditions de mise en œuvre :

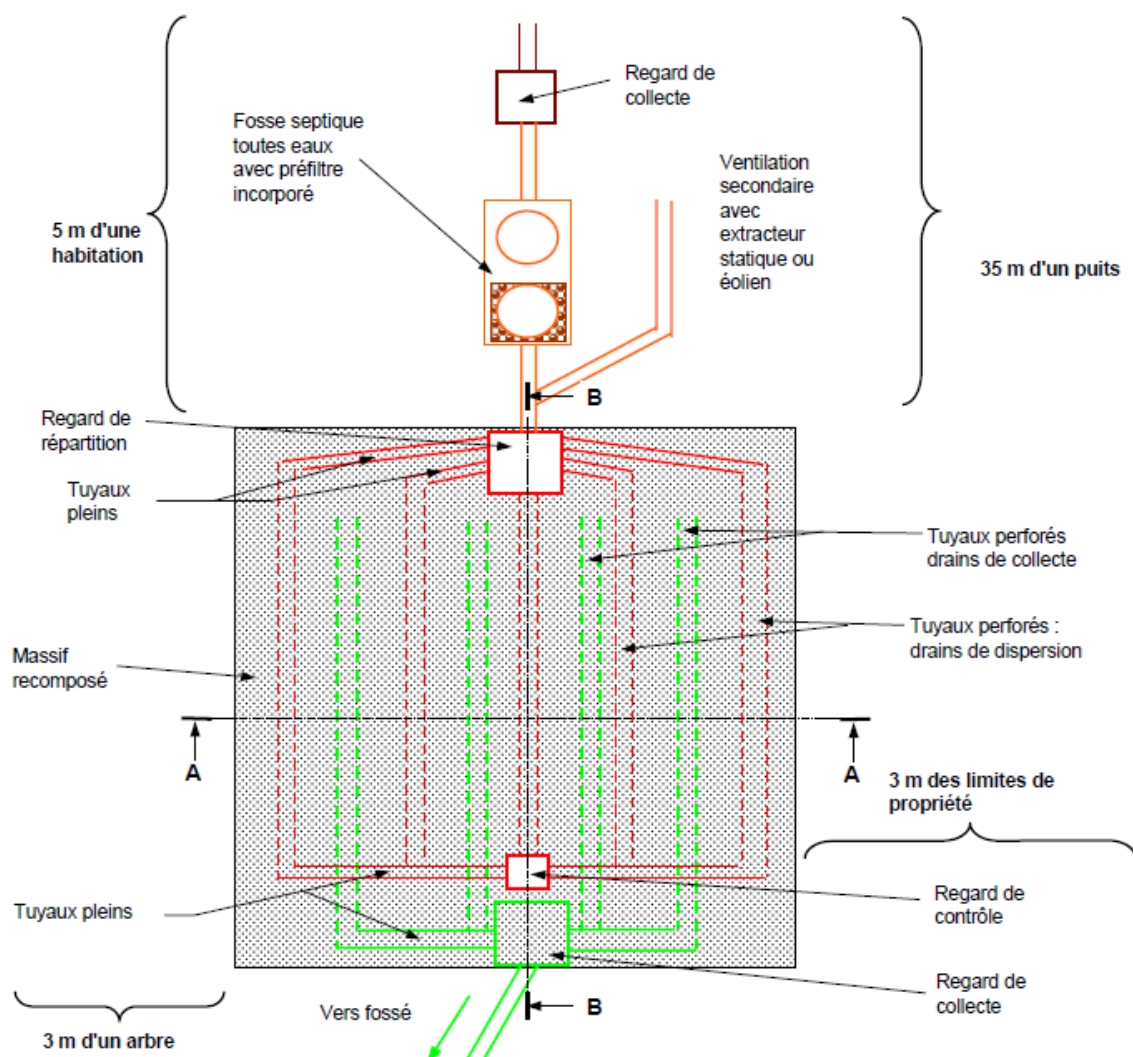
Le lit filtrant vertical drainé se réalise dans une excavation à fond plat, de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur minimale de 1 m sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

- un feutre imperméable,
- une couche de **graviers d'environ 0,10 m d'épaisseur** au sein de laquelle des canalisations drainent les effluents traités vers l'exutoire,
- un **feutre imputrescible perméable** à l'eau et à l'air,
- une couche de **sable siliceux lavé de 0,70 m d'épaisseur**,
- une couche de **graviers de 0,20 m à 0,30 m d'épaisseur** dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- un **feutre imputrescible perméable** à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- une couche de **terre végétale** d'une épaisseur minimale de 0,20 m.

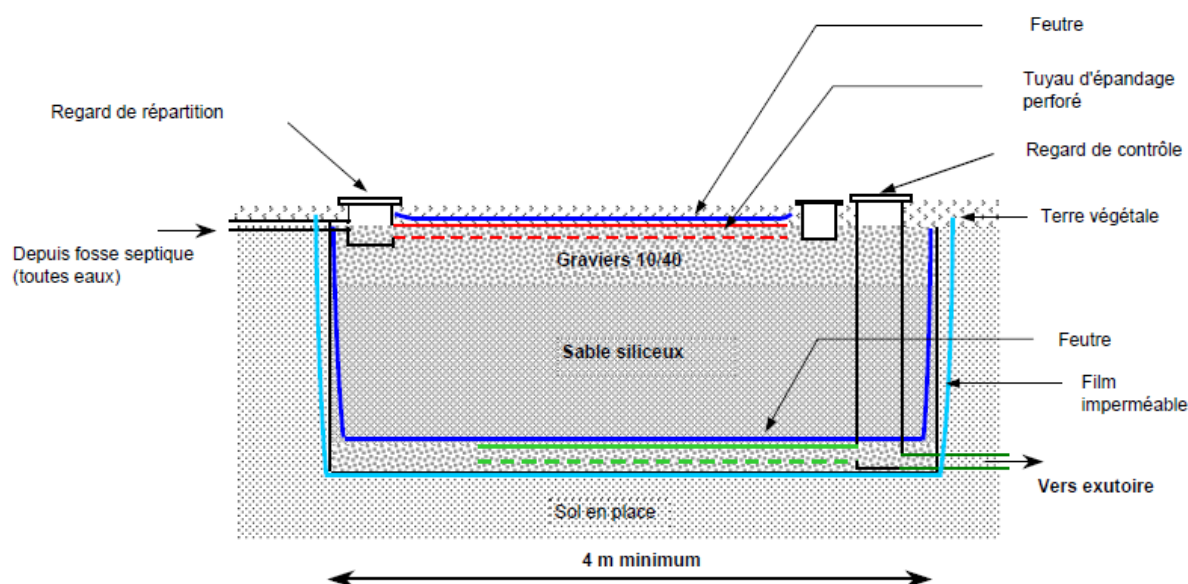
Dimensionnement :

La surface du filtre à sable vertical drainé doit être au moins égale à **5 m² par pièce principale** (minimum 20 m² pour 4 pièces principales)

Le schéma suivant indique les distances à respecter :



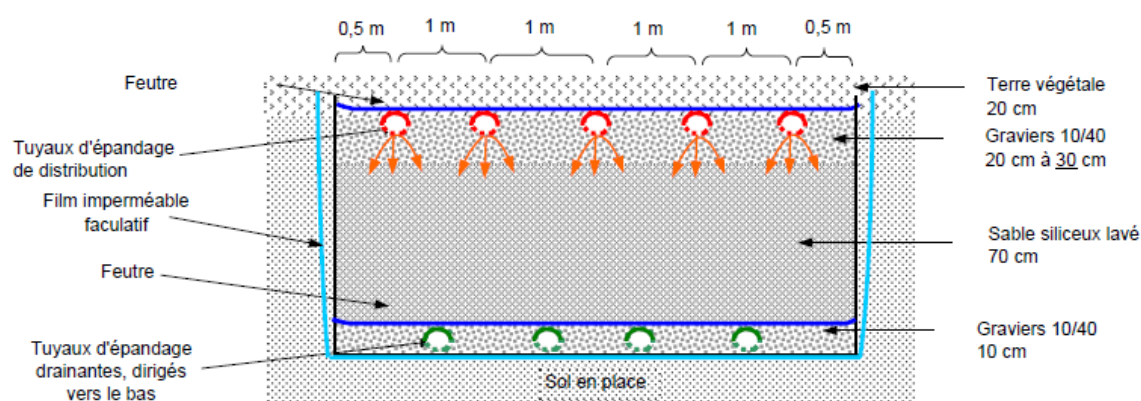
FILTRE A SABLE VERTICAL DRAINE : COUPES



COUPE LONGITUDINALE (BB)



TUYAU D'EPANDAGE



COUPE TRANSVERSALE (AA)

LIT FILTRANT VERTICAL NON DRAINE

Epandage en sol reconstitué

Dans le cas où le sol présente une perméabilité insuffisante ou à l'inverse, si le sol est trop perméable (calcaire), un matériau plus adapté (sable siliceux lavé) doit être substitué au sol en place sur une épaisseur de 0,70 m.

La répartition de l'effluent est assurée par des tuyaux munis d'orifices, installés en parallèle séparés de 1 m d'axe en axe établis dans une couche de graviers.

Conditions de mise en œuvre :

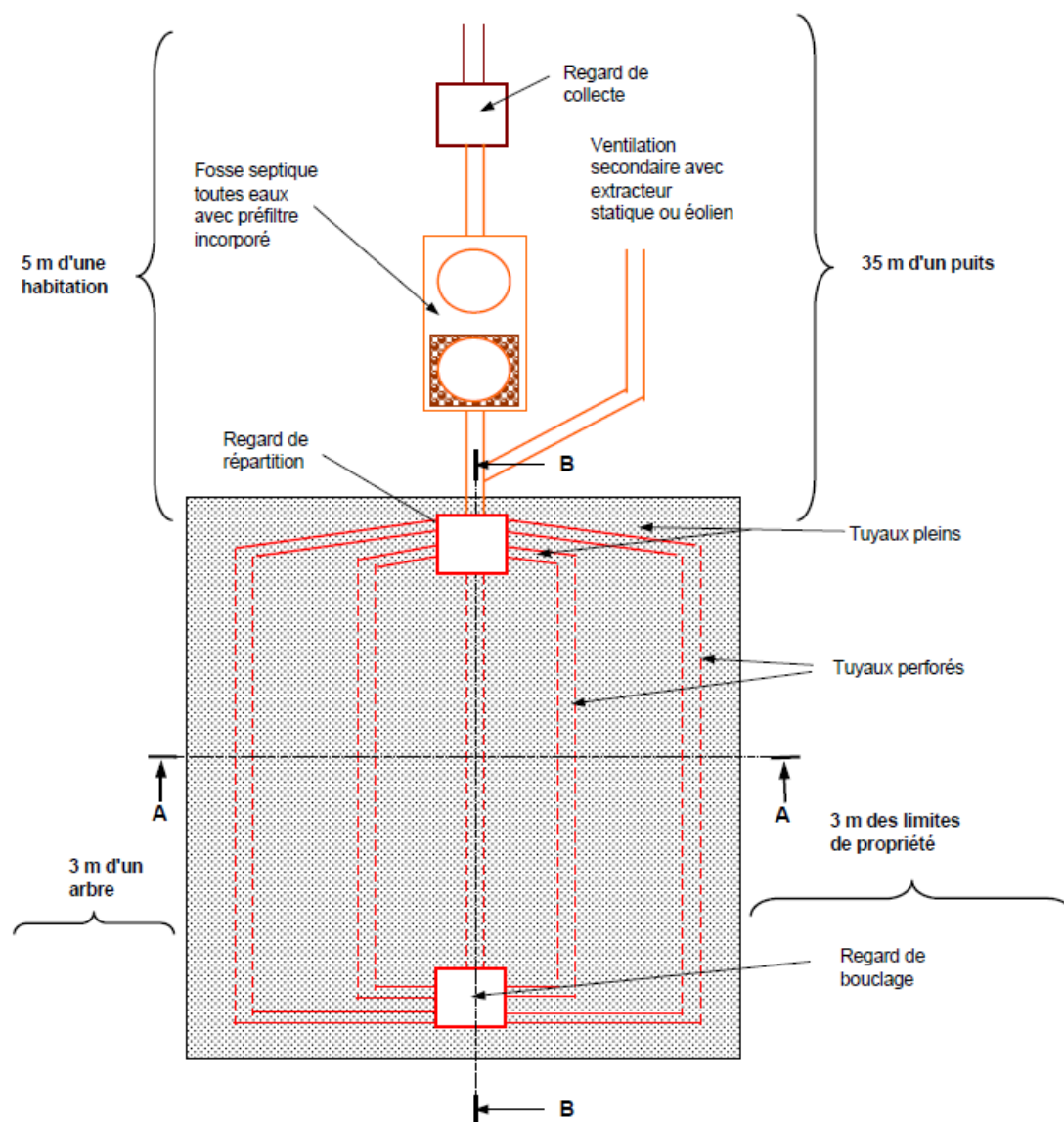
Le lit filtrant vertical non drainé se réalise dans une excavation à fond plat, de forme généralement proche d'un carré et d'une profondeur de 1m minimum sous le niveau de la canalisation d'amenée, dans laquelle sont disposés de bas en haut :

- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air,
- une couche de sable siliceux lavé de 0,70 m minimum d'épaisseur,
- une couche de graviers de 0,20 m à 0,30 m d'épaisseur dans laquelle sont noyées les canalisations de distribution qui assurent la répartition sur le lit,
- un feutre imputrescible perméable à l'eau et à l'air qui recouvre l'ensemble,
- une couche de terre végétale d'une épaisseur minimale conseillée de 0,20 m.

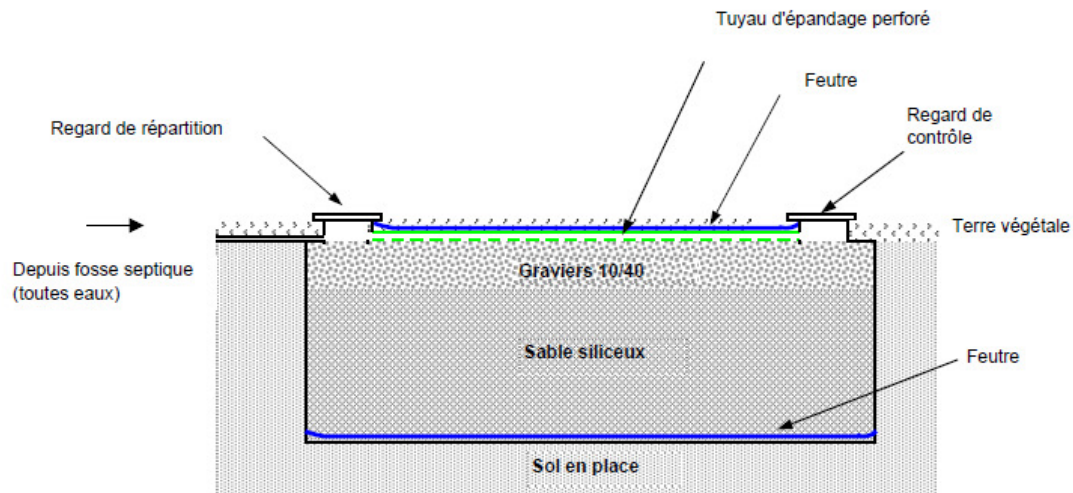
Dimensionnement :

La surface du filtre à sable vertical non drainé doit être au moins égale à 5 m² par pièce principale (minimum 20 m² pour 4 pièces principales)

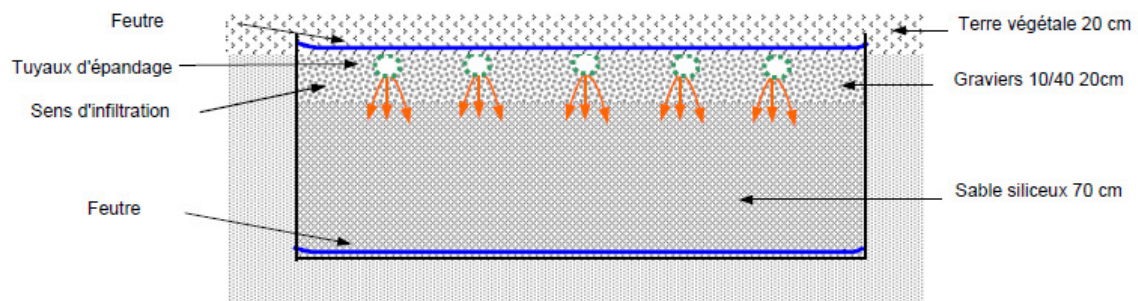
Le schéma suivant indique les distances à respecter :



FILTRE A SABLE VERTICAL NON DRAINE : COUPES



COUPE LONGITUDINALE (BB)



COUPE TRANSVERSALE (AA)

5) Système d'élimination des déchets

La Communauté de communes Errobi exerce la compétence « **collecte des déchets ménagers et assimilés** » sur 9 de ses 11 communes : Cambo-les-Bains, Espelette, Halsou, Itxassou, Jatxou, Larressore, Louhossoa, Souraïde, Ustaritz.

La compétence « **traitement** » a été transférée au Syndicat mixte Bil Ta Garbi le 1^{er} janvier 2004. Ce syndicat a pour objet le traitement des déchets ménagers et assimilés, la mise en décharge des déchets ultimes.

Le service de collecte de la Communauté de communes Errobi regroupe 3 entités de gestion distinctes (schéma ci-dessous) :

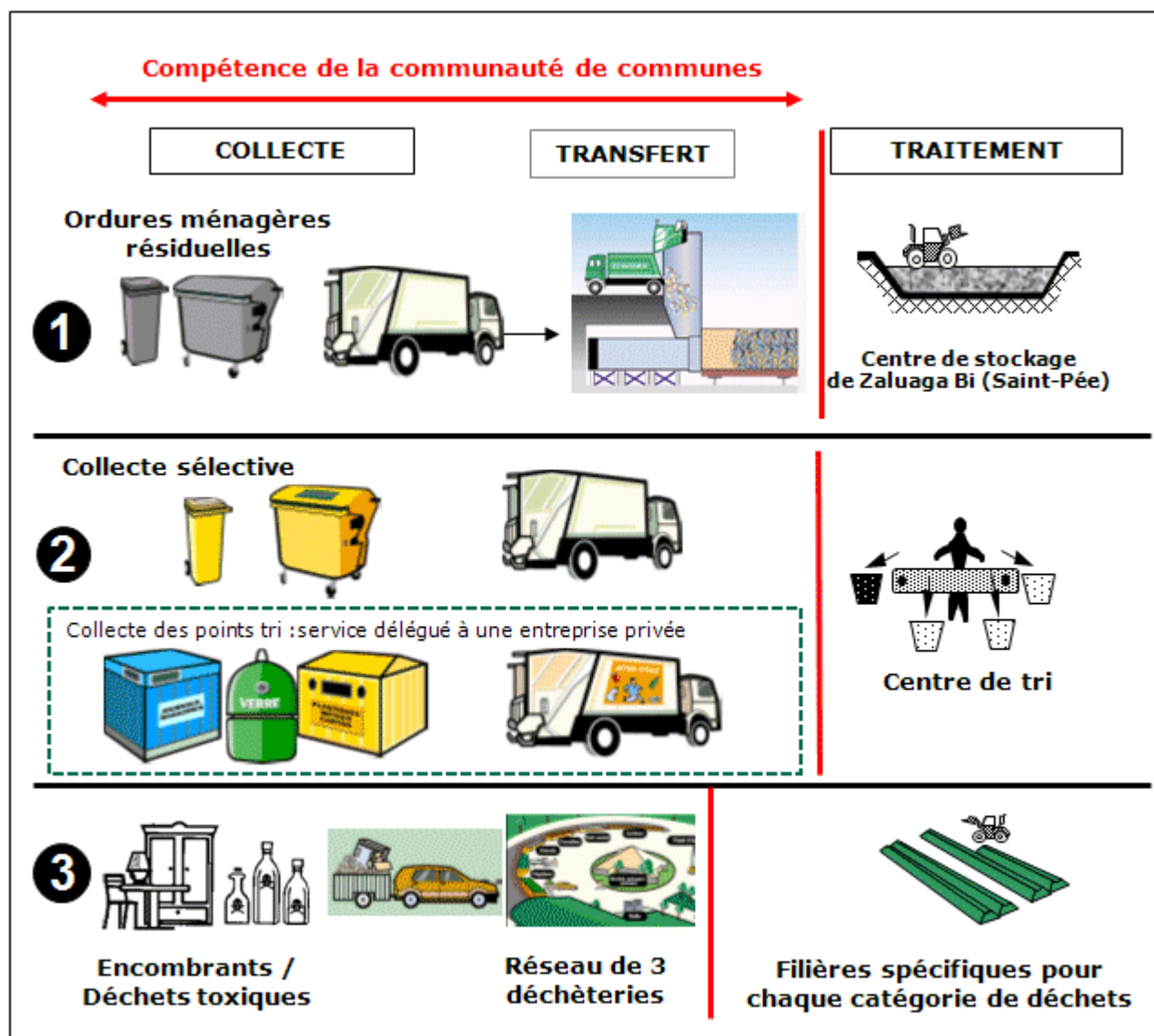
- La collecte des ordures ménagères résiduelles et des déchets banals des professionnels en points de regroupement,
- La collecte des déchets recyclables en points d'apport volontaire,
- Le réseau des 3 déchetteries Le service est composé de 16 agents techniques travaillant en tant qu'agents de collecte ou agents d'accueil en déchetteries.

La collecte des ordures ménagères s'effectue en points de regroupement situés le long des voies ouvertes à la circulation publique. Le ramassage des ordures en porte à porte qui existe encore est amené à être remplacé petit à petit. Les sacs des ordures ménagères doivent être hermétiquement fermés et disposés dans les conteneurs mis à disposition. Pour la collecte sélective, il s'agit de points d'apports volontaires dans trois grands conteneurs distincts.



La commune de Jatxou ne bénéficie pas de déchetterie, les privés ou professionnels sont amenés à se déplacer sur les communes d'Ustaritz, Souraïde et Itxassou.

La commune est intégrée dans le plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés des Pyrénées Atlantiques.



Annexe 19 : Plan d'exposition au bruit des aérodromes

La commune de Jatxou n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aérodrome, établi en application des articles L. 147-1 à L. 147-6 du Code de l'Urbanisme.

Annexe 20 : Prescription d'isolement acoustique

Sans objet.

Annexe 21 : Zone de publicité

La commune de Jatxou n'a pas institué de zone de publicité restreinte ou élargie en application des articles L. 581-10 à L. 581-14 du Code de l'Environnement.

Annexe 22 : Projet de plan de prévention des risques naturels ou miniers

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles concernant le territoire communal et établi en application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement est actuellement en cours d'élaboration : arrêté préfectoral du 19 juin 2012. Les dispositions prévues à l'article L.562-2 permettant, le cas échéant, de rendre immédiatement opposables à toute personne publique ou privée certaines dispositions d'un projet de plan de prévention des risques, ont lieu d'être appliquées.

Par contre, aucun plan de prévention des risques miniers concernant le territoire communal et établi en application de l'article 94 du Code minier n'est en cours d'élaboration.

Annexe 23 : Zones agricoles protégées

Il n'a pas été institué sur Jatsou de zone agricole protégée délimitée en application de l'article L.112-2 du code rural.

Annexe 24 : Arrêté du préfet coordonnateur de massifs

Aucun secteur permettant des constructions ou des aménagements n'a été délimité dans les parties naturelles des rives d'un plan d'eau naturel ou artificiel d'une superficie inférieure à mille hectares ou à compter des rives d'un plan d'eau partiellement situé en zone de montagne, comme le permet l'article L.145-5 du Code de l'urbanisme.

L'arrêté du préfet coordonnateur de massifs prévu au septième alinéa de l'article L.145-5 du Code de l'urbanisme n'est donc pas requis dans le cadre du présent PLU.

Annexe 25 : Plan de prévention des risques naturels

La commune n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques Naturels, ce dernier a toutefois été prescrit par arrêté préfectoral n° 2012-171-0018 du 19 juin 2012.

